

[Text]

participating, some sense of understanding about the importance of our organization.

One of the great difficulties to our kind of work is that there are many people who benefit from our work but who are never aware of it. Every interest group, every public interest group, from the NAACP in the United States to people representing, say, native Canadians, has this kind of difficulty.

Moving on to some of our central issues of concern, I would like to ask Mr. Claude Bérubé to speak briefly to the post-censorial survey, which is a very current issue and I think one in which action should be taken almost in the present if we are to succeed in having good information.

M. Claude Bérubé (membre à titre personnel, Coalition des organisations provinciales; ombudsman des handicapés): Tout d'abord, je voudrais remercier, à mon tour, le Comité de nous permettre de nous exprimer ici aujourd'hui. Je vais vous parler en premier du sondage post-recensement sur les personnes handicapées.

En fait, il est fort probable que le sondage post-recensement sur les personnes handicapées ne sera pas effectué, car il n'a pas encore été approuvé et ce, même s'il doit avoir lieu en principe dans environ deux mois, soit en juin—mais en fait, ce n'est plus deux mois maintenant, c'est un mois—soit en juin 1986, et ce, même s'il comporte une question qui permettra de dépister les personnes visées par le dit sondage.

En effet, notre organisme COPOH craint fort que l'enquête si longtemps attendue par les personnes handicapées soit victime des compressions budgétaires. Si c'est le cas, COPOH déplore une telle mesure imprévoyante qui, à long terme, n'entraînera que pertes et gâchis. Tout d'abord pertes: perte du temps et de ressources énormes consacrées à la conception du sondage et puis ensuite pénurie de données adéquates sur les personnes handicapées, données dont les planificateurs gouvernementaux ont absolument besoin. Comment, en l'absence d'un tableau précis de la population canadienne handicapée, le gouvernement espère-t-il élaborer une politique réelle pour évaluer les besoins des citoyens handicapés.

A long terme, des données rigoureuses s'avèreraient économiquement bénéfiques, car elles permettraient d'éviter le gaspillage de mesures inutiles qui ne solutionnent pas les problèmes réels des personnes handicapées. Bien que comprenant la nécessité d'un budget équilibré, COPOH exhorte le gouvernement de bien peser le pour et le contre et de déterminer si des économies à court terme ont préséance sur un investissement dans l'avenir. S'ils perdent aujourd'hui la chance offerte par le recensement d'obtenir des données précises, les Canadiens handicapés devront attendre cinq ans, jusqu'au prochain recensement, et ces renseignements statistiques sur les Canadiens handicapés sont depuis longtemps échus et nous ne pouvons nous permettre d'attendre cinq autres années.

C'est ce que j'avais à vous dire sur cette question.

Le président: Merci, monsieur Bérubé.

[Translation]

L'une des difficultés d'une organisation comme la nôtre, c'est que beaucoup de gens bénéficient des progrès que nous obtenons, mais sans savoir qu'ils nous les doivent. Cette observation s'applique d'ailleurs à tous les groupes d'intérêt public, qu'il s'agisse de la NAACP aux États-Unis ou, par exemple, des organisations représentatives des autochtones au Canada.

Pour en venir aux questions qui nous préoccupent principalement, j'aimerais demander à M. Claude Bérubé de dire quelques mots à propos du sondage post-recensement. Je pense que cette question est vraiment d'actualité et que des mesures s'imposent, dans les plus brefs délais, si nous voulons obtenir des informations valables.

Mr. Claude Bérubé (Member at large, Coalition of Provincial Organizations of the Handicapped): May I in turn thank the committee for hearing us today. I shall deal firstly with the post-censal survey on disability.

Although the 1986 census, which will be administered to all Canadians in June, includes a screening question to generate participants for the post-census survey on disability, there is great doubt that the follow-up survey will be conducted. The post-census survey on disability is still awaiting approval even though the census is less than two months away, actually one month now.

COPOH fears that the much needed disability study is a potential victim of cost cutting measures. If this is the case, COPOH deplores such a short-sighted measure, which in the long term will result only in waste. Firstly, a great deal of time and resources have already been expended on developing the post-census survey. Secondly, good data on disabled persons does not exist but is sorely needed by government planners. How can the government expect to plan programs to meet the real needs of disabled citizens, if they do not have an accurate picture of the disabled population in Canada?

Good data will help to save money in the long run because wasteful measures, which do not accurately address real problems, will be avoided. COPOH understands the need for a balanced budget but urges the government to weigh short term savings against an investment in the future. If the opportunity afforded by this census to develop good data is lost now, disabled Canadians will have to wait another five years until the next census is conducted. Good statistical information on disabled Canadians is overdue—we cannot afford to wait another five years.

That is the statement I wanted to make on this issue.

The Chairman: Thank you, Mr. Bérubé.